

Rapport de la mission de la société civile en Palestine et en Israël 23-28 mars 2008

1. Ce que nous avons vu

A la demande de la campagne '60 ans de dépossession, 40 ans d'occupation', une délégation belge a effectué une mission 'fact finding' dans les territoires palestiniens et en Israël. Des représentants d'un large éventail d'associations syndicales, culturelles et de développement y ont pris part. La délégation s'est rendue dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. Le programme prévoyait des rencontres et des entretiens avec les organisations israéliennes, palestiniennes et des Nations Unies.

Tous les membres de la délégation ont été frappés de voir combien le fossé était grand entre la réalité de terrain et l'image du conflit israélo-palestinien qui prédomine. La poursuite de la construction du mur de séparation entre les territoires israéliens et palestiniens mais également entre les territoires palestiniens eux-mêmes, la croissance continue des colonies et des *outposts* et la détérioration dramatique de la vie quotidienne dans les territoires palestiniens ont été quelques unes des observations les plus frappantes. Il faut en même temps souligner que beaucoup d'interlocuteurs palestiniens ont exprimé leur espoir d'une solution négociée avec Israël et d'une amélioration de leur situation qui, à première vue, semble sans issue.

Plus précisément, la délégation a été frappée par les deux développements suivants présents lors de toutes les conversations et rencontres.

1.1. Le paradoxe du processus de paix

Depuis la conférence d'Oslo en 1993, qui inaugura le processus de paix entre Israël et l'OLP, les faits sur le terrain ont sérieusement hypothéqué la perspective d'un Etat palestinien viable. Nous reconnaissons évidemment à Israël le droit et le devoir à assurer la sécurité de ses citoyens. Mais Israël semble développer une politique du fait accompli, au détriment du droit international et des droits des citoyens palestiniens. La construction de **colonies et des outposts** dans les Territoires palestiniens occupés n'a jamais cessé. Même après la conférence d'Annapolis en novembre 2007, qui devait donner un nouveau départ au processus de paix, la construction de colonies a continué, y compris à Jérusalem-Est. Par ailleurs, de nombreux nouveaux **barrages et obstacles** ont été érigés. De ce fait, la Cisjordanie se réduit en une série d'**enclaves** entre lesquelles les Palestiniens sont de moins en moins libres de circuler et quand ils le sont c'est toujours sous le contrôle de plus en plus strict de l'armée israélienne. Un exemple poignant que la délégation a pu constater est le vieux centre ville de la ville d'Hébron en Cisjordanie, qui est devenue un centre ville fantôme d'où quasiment tous les habitants et commerces palestiniens ont été bannis.

La délégation a pu constater combien Gaza devenait lentement exsangue. Le blocage israélien y a étranglé l'économie. La production industrielle est en grande partie paralysée. Les récoltes pourrissent parce que l'exportation est bloquée. Quarante pour cent des habitants de Gaza sont sans emploi. La situation sanitaire est en régression particulièrement en ce qui concerne les enfants. La grande majorité du million et demi d'habitants de Gaza n'a plus reçu d'autorisation de quitter leur bande de 50 sur 5 à 10 km² depuis des années.

Du fait de cette situation sur le terrain, beaucoup d'interlocuteurs palestiniens estiment que la **solution de 'deux Etats' n'est plus viable**. C'est cependant encore toujours l'objectif diplomatique officiel: un Etat palestinien viable à côté d'un Etat d'Israël dont la sécurité est assurée à l'intérieur de frontières sûres. Mais pour beaucoup de Palestiniens le processus de paix, qui devait mener à cette solution, n'a apporté que des résultats négatifs à cause de la politique systématique de colonisation.

1.2. L'insoutenable statu quo

La société palestinienne est incontestablement en voie de **désintégration** (tant du point de vue social, qu'économique et politique) malgré les nombreux efforts de la société civile palestinienne à maintenir un sentiment de dignité. Les structures politiques ne fonctionnent pas ou à peine. Ceci vaut également pour le travail syndical dans les territoires palestiniens. Les habitants de Gaza et de Cisjordanie semblent toujours plus s'éloigner les uns des autres. Même à l'intérieur de chacun de ces territoires effilochés, le sentiment d'appartenance à une seule et même entité est en train de s'effondrer.

Sans perspective politique crédible, les groupes armés et extrémistes risquent de monter encore en puissance. Nous craignons qu'à terme ceci ne mène à des explosions de violence soudaine et incontrôlée. Plusieurs interlocuteurs palestiniens nous ont déclaré se sentir **prisonniers dans leur propre pays**. La délégation a ressenti une tension à terme insoutenable. Si elle persiste, la délégation craint que la Palestine, Israël et toute la région ne s'enfoncent davantage dans une situation plus dangereuse encore qu'aujourd'hui.

2. Ce que nous constatons: le rôle et la responsabilité de la communauté internationale.

Les Palestiniens doivent remettre de l'ordre dans leur propre maison. Beaucoup d'interlocuteurs palestiniens ont toujours insisté sur ce point. Au centre des considérations se trouve la reconstruction de leur **unité interne** qui est empêchée aujourd'hui par de nombreuses oppositions. L'exemple le plus récent est l'échec des négociations entre le Fatah et le Hamas au Yémen à la mi-mars 2008.

Mais beaucoup de nos interlocuteurs nous ont aussi signalé que dans un passé récent des circonstances externes ont également joué un rôle important dans l'échec des tentatives à surmonter la division interne palestinienne. Cela a aussi été le cas au Yémen où aussi bien Israël que les Etats-Unis ont laissé entendre que la collaboration entre le Fatah et le Hamas pouvait avoir des conséquences sur leur attitude à l'égard du Fatah.

La Communauté internationale a **sous-évalué les risques et les tensions** que l'impasse actuelle de la question israélo-palestinienne menace d'entraîner avec elle. Ceci est d'autant plus vrai dans le cas de l'Union européenne en raison du rôle moteur qu'elle a traditionnellement joué dans le traitement de la question palestinienne sur la scène internationale. Aujourd'hui, il existe une grande différence entre ce que l'UE fait et ce qu'elle dit. **L'Union paie mais ne pas prend suffisamment d'initiative politique**. Jadis l'UE a joué un rôle innovateur en ne considérant plus la question palestinienne comme uniquement un problème de réfugiés mais comme une question éminemment politique. Aujourd'hui, l'UE en est revenue à une approche essentiellement humanitaire, voire 'palliative'. En dépolitisant la question israélo-palestinienne et en limitant principalement ses efforts à une aide financière, l'UE aide seulement la population palestinienne à survivre mais non à vivre en dignité.

3. Ce que nous concluons

1. Les participants à la mission, qui représentent un large éventail d'organisations syndicales, de développement et culturelle, aussi bien néerlandophones que francophones, ont décidé d'établir un **plan d'action commun** pour la Palestine. Nous proposons de tout mettre en oeuvre pour informer l'opinion publique de la situation réelle dans les territoires palestiniens et impliquer nos autorités politiques respectives. Nous considérons ceci comme notre contribution à une campagne de solidarité internationale destinée à attirer à l'attention sur la question israélo-palestinienne.

2. Nous demandons au **Gouvernement belge** de mettre d'urgence à l'ordre du jour du Conseil européen, du Conseil Affaires générales et relations extérieures ainsi que du Conseil de sécurité des Nations Unies la situation dramatique des Territoires palestiniens et en particulier celle de la bande de Gaza. Concrètement, nous souhaitons que le Gouvernement belge prenne l'initiative de mettre à l'agenda à ces différents niveaux, la **suppression du blocus économique** de Gaza, et plus particulièrement la levée de tous les obstacles en ce qui concerne la **santé** et l'alimentation de base des habitants de Gaza. Cela signifie que la Belgique doit plaider

l'accès libre et sans entraves à Gaza de tous les produits qui ont un rapport avec les soins de santé, ainsi que pour la sortie libre et sans entraves de tous les habitants de Gaza qui nécessitent des soins en dehors de Gaza. En ce qui concerne la coopération au développement belge avec la Palestine, ceci implique le maintien de la santé comme domaine prioritaire.

3. Par ailleurs, nous sommes d'avis que **celui qui détruit les projets et installations financées avec l'argent étranger indemnise ces dégâts**. Il nous semble aller de soi que des projets qui sont financés avec l'argent des contribuables belges et qui sont détruits dans des attaques israéliennes soient remboursés par Israël. Concrètement, nous demandons au Gouvernement belge d'appuyer activement ce principe en ce qui concerne des projets belges et européens dans les Territoires palestiniens.

4. Enfin, nous demandons que le Parlement belge lance le débat sur l'**importation préférentielle des produits en provenance des colonies** sur le marché européen. Israël refuse toujours d'appliquer correctement l'Accord d'association passé avec l'UE et continue à exporter des produits en provenance des colonies en les labellisant comme des produits d'origine israélienne. La Belgique devrait jouer un rôle moteur dans le développement des mécanismes de contrôle qui doivent empêcher Israël d'intégrer ses colonies dans les relations commerciales avec l'Europe. De ce fait, Israël ne tire pas seulement des avantages illégaux des accords bilatéraux mais entraîne également l'UE dans une politique que la Cour internationale de justice qualifie de contraire au droit international.

La délégation belge

- 1) Joël Thiry, secrétaire régional FGTB
- 2) Rik Coolsaet, hoogleraar internationale betrekkingen, Universiteit Gent
- 3) Stefaan Declercq, secrétaire général Oxfam Solidarité/algemeen secretaris Oxfam-Solidariteit
- 4) Ilse Dielen, nationaal secretaris ACV en ondervoorzitster ACW
- 5) Véronique Jamouille, vice-présidente de Solidarité socialiste
- 6) Jos Geysels, voorzitter 11.11.11
- 7) Daniel Hubermont, secrétaire régional MOC Hainaut occidental
- 8) Leen Laenens, voorzitster Oxfam Wereldwinkels en Actie Platform Palestina
- 9) An Olaerts, directeur Steunpunt voor Podiumkunsten (VTi) en lid commissie Azië Broederlijk Delen
- 10) Nelly Maes, voorzitster Vlaams Vredesinstituut
- 11) Samuel Thirion, Solidarité Mondiale
- 12) Koen Van Bockstal - gedelegeerd bestuurder van Oxfam Wereldwinkels & Oxfam Fairtrade
- 13) Arnaud Zacharie, directeur politique du CNCD
- 14) Jean-Claude Van Rode, voorzitter ABVV Limburg

Accompagnatrices:

- 15) Nadia Farkh, Association Belgo-Palestinienne
- 16) Brigitte Herremans, Middle East Desk Broederlijk Delen-Pax /Christi Vlaanderen